

LES MUTATIONS

Les membres de l'ANC au Mozambique devront quitter le pays ou rejoindre des camps de réfugiés

De notre correspondant

Nairobi. — Le Mozambique a invité les membres du Congrès national africain (ANC) qui vivaient en exil sur son territoire à choisir entre le départ vers un autre pays d'accueil et l'installation sur place dans des camps de réfugiés, a indiqué, le jeudi 5 avril, à Lusaka, le mouvement anti-apartheid. Cette mesure toucherait au moins une centaine de Sud-Africains. Les responsables de Maputo ont, en revanche, autorisé l'ANC à maintenir une représentation diplomatique d'une dizaine de personnes et certains de ses militants, employés par le gouvernement, à demeurer dans la capitale. En agissant ainsi, le Mozambique se conforme strictement à « l'accord de non-agression » qu'il a signé, le 16 mars dernier à Nkomati, avec l'Afrique du Sud. Cet accord prévoit notamment, dans son article 3, que les parties en cause doivent « exercer un contrôle rigoureux, dans leurs territoires respectifs, sur les éléments qui ont l'intention de préparer ou de mettre à exécution des actes [d'agression] ».

Déjà Joe Slovo, membre du Parti communiste sud-africain, considéré comme un maître à penser de la lutte anti-apartheid, qui résidait habituellement à Maputo, n'est pas reparu à son domicile, semble-t-il, depuis début février. La rumeur avait alors couru que le régime de Prétoria avait soumis au Mozambique une liste de personnalités dont il jugeait la présence inopportune sur son territoire. Fin mars, à la veille de la réunion de la commission conjointe de sécurité, les forces de l'ordre avaient fouillé, dans la capitale, des maisons occupées par des membres de l'ANC pour tenter d'y récupérer des armes. Quatre personnes avaient été appréhendées. M. Oliver Tambo, président de l'ANC, s'était déclaré « choqué » par ces perquisitions et avait invité ses militants à « se rendre auprès du haut commissariat pour les réfugiés (HCR) ou bien à quitter le pays, si le parti ne les emploie pas ». Il est difficile d'évaluer exactement le nombre de Sud-Africains — plusieurs centaines, quelques milliers ? — qui ont trouvé provisoirement asile au Mozambique tant ceux-ci, jusqu'alors, allaient et venaient d'un côté à l'autre de la frontière.

Selon des estimations officielles, environ deux cents Sud-Africains, installés dans l'agglomération de Maputo, ont le statut de réfugié et sont donc, en principe, à l'abri d'une mesure d'expulsion. A leur intention, le HCR finance la première phase de construction d'un centre d'accueil et de formation, à Marracuén, à 35 kilomètres de la capitale, qui pourra, dès la fin de l'année, héberger cent personnes. Le souci des autorités mozambicaines est de contrôler le mouvement des Sud-Africains qui ont provisoirement trouvé asile chez elles, afin qu'aucun ne soit tenté d'abuser de leur hospitalité pour se livrer à des activités, aujourd'hui considérées comme répréhensibles. « Il faut organiser des camps où ces (personnes) seront accueillies si elles ont décidé de s'établir ici avant de retourner, un jour, dans leur pays », nous a affirmé M. Jacinto Veloso, ministre mozambicain des affaires économiques. Et de proposer l'installation de ces camps dans la province de Namapula, par exemple, dans le Nord, à une distance respectable de la frontière sud-africaine...

L'ANC n'a pas cessé, ces dernières semaines, d'insister sur le fait qu'il ne dispose d'aucune base militaire au Mozambique et que les seuls Sud-Africains présents dans le pays sont « des réfugiés qui subissent l'oppression du régime raciste de Prétoria ». L'un de ses responsables, M. Tavo Mbeki, directeur de l'information, a, tout de même, récemment qualifié l'accord de Nkomati de « manœuvre diabolique », imaginée par « les fascistes pour tenter désespérément de porter un coup à notre lutte de libération ». Pour sa part, M. Samora Machel, chef de l'Etat mozambicain, qui a promis à l'ANC un soutien « moral, politique et diplomatique », s'en est pris, le jeudi 5 avril, aux « opportunistes de droite et de gauche » qui critiquent l'accord de Nkomati, comme à « ceux qui ont perdu un marché pour leurs armes » et à « ceux qui veulent entraîner notre pays dans leur zone d'influence ». « Grâce à la paix, a-t-il ajouté, nous pourrions acheter plus de tracteurs et moins de tanks. »

JACQUES DE BARRIN.